Jacques ION, Spyros FRANGUIADAKIS, Pascal VIOT,
Militer aujourd'hui

Paris, Éd. Autrement, coll. CEVIPOF/Autrement, 2005, 139 p.

Jérémy Sinigaglia

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7987>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7987

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jérémy Sinigaglia, « Jacques ION, Spyros FRANGUIADAKIS, Pascal VIOT, *Militer aujourd'hui* », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7987> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7987>

Jacques ION, Spyros FRANGUIADAKIS, Pascal VIOT, *Militer aujourd'hui*.

Paris, Éd. Autrement, coll.

CEVIPOF/Autrement, 2005, 139 p.

Face à la défection qui touche les partis politiques et les syndicats, le verbe « militer » a-t-il encore du sens ? C'est à cette question que Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, tous trois sociologues et chercheurs au Centre de recherche et d'études sociologiques appliquées de la Loire – CNRS –, ont consacré le présent ouvrage. La problématique n'est pas nouvelle et avait déjà été explorée par Jacques Ion, notamment dans *La fin des militants ?* (Paris, Éd. de L'Atelier, 1997) et *L'engagement au pluriel* (Saint-Étienne, Presses universitaires de Saint-Étienne, 2001), succès éditoriaux devenus des incontournables de la sociologie des militants. La thèse est désormais bien connue : le militant d'hier l'était « à partir d'une adhésion préalable, idéologique, syndicale ou politique » (p. 4) et le militant d'aujourd'hui le « devient dans et par l'action, celle de s'engager » (p. 4). Dans une même logique, le militantisme, qui privilégie une inscription longue dans un même collectif, cède du terrain à la militance, plaçant au centre l'action immédiate. Prolongeant cette problématique, les auteurs ne s'intéressent donc pas aux déterminants de

l'engagement, mais bien à « comment les individus militent » (p. 6). Pour ce faire, ils s'appuient sur des enquêtes et travaux récents – déjà de référence – en sociologie ou science politique (voir par exemple : Mathieu L., *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001 ; Siméant J., *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1998 ; Péchu C., « Quand les « exclus » passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, 34, 2^e trim. 1996, pp. 114- 133).

Découpé en six chapitres, l'ouvrage est facile d'accès et témoigne d'un souci pédagogique appréciable. Le premier s'intitule « Un engagement pragmatique ». Les auteurs montrent que les mouvements d'aujourd'hui sont d'abord tournés vers le concret. Les actions visent souvent à produire des résultats immédiats et s'articulent autour de trois principes : « l'urgence, l'efficacité, la radicalité » (p. 16). Pour autant, les groupements actuels ne sont pas dénués de projet à long terme, comme en témoigne leur implication dans des modes d'action moins immédiats comme l'expertise, la négociation, voire, pour certains, l'élaboration d'outils théoriques.

Le deuxième chapitre montre comment la publicisation d'une lutte passe de plus en plus par des « performances médiatiques ». On part ici des résultats de travaux déjà anciens (voir : Champagne P., « La manifestation : la production de l'évènement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, juin 1984, pp. 18-41) pour montrer que l'efficacité d'une action protestataire ne se mesure plus seulement au nombre d'individus mobilisés mais aussi à l'image médiatique produite (ce que Patrick Champagne appelle « la manifestation de papier »). La protestation politique laisse alors davantage de place au témoignage personnel (grèves de la faim) ou aux actions spectaculaires (irruption d'intermittents du spectacle sur les plateaux télé), parfois minutieusement mises en scène pour les médias (les *die in* d'Act up ! ou les opérations « coup de poing » de Greenpeace). On observe également le développement des médias alternatifs (Acrimed, réseau Samizdat) qui, refusant le jeu des médias dominants, en fournissent une critique et mettent en œuvre leurs propres moyens de communication.

Le troisième chapitre passe en revue les « Mille et une façons de faire collectif » (p. 48). Les groupements actuels se caractérisent par un rejet de l'institutionnalisation, associé au primat accordé à l'action. La verticalité des syndicats et partis politiques (démocratie représentative) est opposée à l'horizontalité des collectifs et des coordinations (démocratie participative). Certains groupements choisissent l'indépendance de chaque sous-groupe (SUD), d'autres n'existent quasiment que par leurs « connexions internautiques » (p. 56), mais tous se retrouvent autour de deux idées : laisser la place à l'expression des singularités et trouver une forme d'organisation (plus ou moins centralisée, plus ou moins coordonnée) et de fonctionnement (prise de décision par le vote ou la recherche du consensus) qui donne le plus d'efficacité aux actions.

Le chapitre quatre est consacré à la présentation de deux figures idéal-typiques construites à partir des relations entre le « Je » et le « Nous » dans les collectifs : celle du militant affilié et celle du militant affranchi. La première renvoie à l'image (imaginaire ?) du militant communiste, adhérent « totalement dévoué à sa cause » (p. 73), dans la durée et l'abnégation personnelle. Au contraire, le militant affranchi est celui qui fait preuve d'un engagement distancié, se mobilisant de manière intermittente sur des objets précis en cherchant à se préserver d'un engagement total. Quant au chapitre cinq – « Aux bornes du droit : les luttes pour la reconnaissance » –, il revient sur les manières de militer des « groupes à faibles ressources », autrement désignés sous l'appellation de « sans ». En s'appuyant sur plusieurs études de cas, les auteurs montrent comment ces groupes, dont la mobilisation est souvent jugée « improbable », associent une certaine radicalité (relevant de l'action directe : occupation, squat) à une expertise juridique (pour la critique du droit ou la revendication de droits nouveaux).

Le dernier chapitre est consacré à deux formes stigmatisées et apparemment opposées de la militance actuelle que sont le phénomène NIMBY (*Not in my back yard*, en

français « pas dans mon jardin », p. 114) et le mouvement altermondialiste. Le premier est souvent montré comme étant uniquement porteur de revendications égoïstes, le second taxé, selon les tendances, d'intellectualisme (Attac), de populisme (José Bové) ou de violence (*black blocks*). Les auteurs montrent comment les deux constituent des lieux de politisation. Ils remettent également en cause la pertinence et la légitimité du niveau politique national : l'un en préconisant une approche par le local (mais pas forcément localiste), l'autre par le mondial. En définitive, *Militer aujourd'hui* est un ouvrage intéressant qui fait une synthèse des apports de nombreux travaux récents, mais sans proposer de nouvelles orientations ni de nouveaux résultats. Par ailleurs, on pourra regretter que Jacques Ion n'ait pas profité de cette occasion pour répondre aux critiques qui ont été adressées à son modèle de « l'engagement distancié », modèle qu'il reprend plus ou moins ici sous la figure du militant affranchi. On peut par exemple penser à la critique d'Annie Collovald (dir., *L'Humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002) pour qui le « militantisme distancié » correspond davantage à une vision normative du sociologue, et à une stratégie de distinction des militants face à un militantisme (souvent populaire) jugé dépassé, qu'à une réelle transformation des modes d'engagement.

Jérémy Sinigaglia

ÉRISE-2L2S, université Paul Verlaine-Metz
jeremysinigaglia@aol.com